

Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, a annoncé la volonté du gouvernement d'infliger aux fonctionnaires **3 jours de carence en cas d'arrêt maladie**. C'est faire payer toujours plus les agents malades ; c'est s'obstiner dans une mesure idéologique qui a montré ses limites ; c'est pousser les agents à se rendre au travail malades, au risque de provoquer par la suite un arrêt plus long. **Le gouvernement prévoit aussi une réduction des conditions d'indemnisation des périodes de maladie, en supprimant le maintien de la rémunération à taux plein les trois premiers mois et en le remplaçant par un taux de 90 %.**

“Absentéisme”, de quoi parle-t-on ?

Le ministre le martèle dès qu'un micro se tend devant lui : les fonctionnaires seraient “absentéistes” ! De quoi faire bondir quand on connaît la signification réelle du mot “être absent.e de manière habituelle ou systématique de son lieu de travail”. Ce n'est pas ce que montre les statistiques pour les fonctionnaires. De plus, l'utilisation de ce mot n'est pas innocente : elle laisse à penser que non seulement, les fonctionnaires seraient systématiquement absents, mais flotte aussi l'idée d'une forme de culpabilisation des agent-es qui abuseraient ainsi du système.



297,82 €
c'est ce qu'un collègue*
perdra s'il tombe
malade 5 jours avec le
projet Kasbarian

*Après 3 jours de carence et 90 % du salaire pour un professeur certifié 7^e échelon sans heure supplémentaire ni indemnité PP



Les fonctionnaires sont-ils plus absents que dans le privé ?

Contrairement à ce que dit Guillaume Kasbarian, les fonctionnaires d'État ne sont pas plus absents que dans le privé ! Le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) paru cet été est sans appel : en 2022, même après une hausse en raison du Covid, les fonctionnaires de l'État, hors enseignant-es, affichent toujours un nombre d'arrêts par agent.e inférieur au secteur privé (10,2 jours contre 11,6 jours dans le privé). Quant aux enseignant-es, en 2022, ils ont un nombre moyen d'absences pour raison de santé identique à celui des salarié-es du privé (11,6 jours). **Imposer trois jours de carence va toucher plus durement les femmes et les agent-es faisant face à des conditions de travail difficiles.**



**Combien vous coûteraient
les mesures Kasbarian ?**

FAITES LE TEST

#PourUneSantéSansCarence




Des conséquences désastreuses

3 jours de carence aboutissent à une perte de rémunération de 10 %, ajoutés à une indemnisation sur la base de 90 % et non 100 %... après la confirmation de la poursuite du gel du point d'indice et la suppression de la « garantie individuelle du pouvoir d'achat » (GIPA), c'est une nouvelle attaque contre le pouvoir d'achat des fonctionnaires. C'est aussi un nouvel étage à la politique anti-fonctionnaires de ce gouvernement : perte de pouvoir d'achat, soupçon d'absentéisme et d'abus du système... alors même que les fonctionnaires tiennent à bout de bras des services publics exsangues. Cette politique est nuisible à l'intérêt général, car elle dégrade un peu plus encore l'attractivité des métiers de la Fonction publique et donc au final l'intérêt de toute la population.

**D'ores et déjà, dans nos établissements,
lors des heures d'information syndicale, par affichage ou tract,
mobilisons-nous et préparons la riposte à la hauteur de l'attaque !**

CONSTRUISONS LA GRÈVE DU 5 DÉCEMBRE !